

Les Etats-Unis se félicitent de la reprise du dialogue burundais

PANA, 27 avril 2016 Washington DC, Etats-Unis - Les Etats-Unis se sont félicités de l'annonce par l'ex-président tanzanien, Benjamin Mkapa, facilitateur du dialogue burundais sous l'égide la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), que la prochaine série de négociations aura lieu du 02 au 06 mai à Arusha, en Tanzanie. "Nous continuons à soutenir ce dialogue à médiation régionale comme le meilleur moyen de rétablir la paix et la stabilité au Burundi et invitons vivement tous les acteurs à y participer pleinement sans conditions préalables ni réserves", a déclaré Mark C. Toner (photo), porte-parole du Département d'Etat américain, dans un communiqué publié mardi.

Les Etats-Unis ont souligné le fait que la reprise du dialogue est essentielle, vu la situation de plus en plus difficile dans ce pays. "Cette année de crise a déjà fait plus de 400 victimes et obligé plus d'un quart de million de Burundais à fuir leur pays. Nous continuons à recevoir des rapports sur une augmentation importante des assassinats, dont celui récemment du général (Athanaze) Kararuzza, des cas de torture, des disparitions forcées et des violences sexuelles en plus de l'utilisation de centres de détention illégaux par les forces de sécurité et les factions armées de la branche jeunesse du parti au pouvoir. Ces violences horribles doivent prendre fin et les responsables de ces atrocités doivent rendre des comptes", note le communiqué. Le général Kararuzza a été abattu lundi alors qu'il déposait sa fille. Son épouse et sa fille sont également mortes. Les Etats-Unis ont indiqué que l'ouverture d'une enquête par le Procureur de la Cour pénale internationale était un avertissement clair à cet égard à tous les auteurs actuels et futurs de ces atrocités. Les Etats-Unis se sont déclarés prêts à soutenir l'EAC et toutes les parties prenantes burundaises dans leur quête d'une solution pacifique et consensuelle à cette crise, en ajoutant "plus tôt cette crise sera résolue, plus tôt nous pourrons aider le Burundi à se développer davantage et à être plus prospère". Le Burundi n'est plus en paix depuis que des manifestations ont éclaté dans ce pays en avril de l'année dernière après que le président Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il allait briguer un troisième mandat. Les manifestants soutenaient que M. Nkurunziza ne pouvait briguer un autre mandat, mais la Cour constitutionnelle du pays a donné son feu vert au président. Une tentative de coup d'Etat a échoué le 13 mai à déposer M. Nkurunziza qui se trouvait hors du pays. Il est rentré après que ce putsch a été déjoué et les figures de l'opposition affirment que depuis lors, il règne une atmosphère de terreur avec des assassinats, des disparitions et des violations généralisées des droits de l'homme.